

UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA CHARENTE



RAPPORT 2020
d'activité

Sommaire

01 RAPPORT *d'orientation*

5

02 VIE *institutionnelle*

9

03 ACTION *familiale*

21

04 SERVICE *mesures judiciaires*
protection des majeurs

41

05 PÔLE *famille*

63

06 VIE *sociale et habitats*

75

07 RAPPORT *financier*

99

08 PROCÈS-VERBAL

111

09 LES *annexes*

117



RAPPORT *d'orientation*

Mesdames, Messieurs,

Difficile de poser un regard sur l'année écoulée et d'en faire une synthèse cohérente. Particulière, la formule est désormais consacrée. Il est vrai que cette année ne ressemble à aucune autre. Et en même temps, en lisant notre rapport d'activité, je réalise que cette année 2020 est pourtant bien similaire aux années passées : nous avons accompagné les personnes, maintenu l'activité des services, proposé des actions et nous nous sommes rassemblés - parfois masqués, parfois à distance. Et cela grâce à nos 130 salariés et 160 bénévoles qui portent le projet de cette association, même en période de pandémie.

La crise sanitaire a bouleversé la vie quotidienne de toutes les familles. Une récente étude réalisée fin 2020, révèle que le premier confinement a été l'occasion pour certaines d'entre elles, de renouer des liens avec la famille proche qu'un quotidien avait altéré et permis de réinventer les relations familiales. En revanche pour d'autres, les situations intrafamiliales ont été plus délicates. Le sentiment de promiscuité a pu avoir des conséquences sur la gestion du stress, l'agressivité, les addictions, facteurs de passage à l'acte.

L'école à la maison a bien évidemment été vécue de manière différente selon les conditions d'habitation, le niveau d'équipement informatique, mais aussi leur disponibilité et leur capacité à accompagner leurs enfants.

Un Français sur trois a subi une perte de revenus. Les salariés les plus précaires ont été heurtés de plein fouet par la première vague des conséquences économiques de cette crise sanitaire, les pertes de revenus engendrées ont été plus difficiles à absorber pour les budgets déjà serrés.

Quant à nos aînés, les confinements ont entraîné une profonde modification des relations sociales. Pour rappel, en France, 300 000 personnes âgées sont en situation de mort sociale, c'est-à-dire qu'elles ne rencontrent quasiment jamais ou très rarement d'autres personnes. Cette vie recluse, sans contacts physiques extérieurs, à l'écart de la société, concerne plus fortement les personnes de plus de 85 ans.

Le mouvement familial et ses associations a aussi été fortement impacté. Cette crise a conduit à une mise en sommeil momentanée ou une réduction significative de leur activité. Beaucoup d'entre elles, mêmes si elles sont parvenues à maintenir les relations avec les bénévoles notamment pour entretenir l'esprit de solidarité, ont été contraintes d'annuler ou de reporter un ou plusieurs événements qui constituaient pour la majorité le cœur de leur activité. L'Udaf vient d'ailleurs de lancer une enquête auprès de ses 61 associations adhérentes pour dresser un état des lieux des conséquences de la crise sanitaire sur le secteur associatif.

Pour apporter des réponses aux besoins des familles et de son réseau, l'Udaf de la Charente a mis en œuvre ou développé de nouvelles actions.

Lors du premier confinement, son service médiation a étendu son activité en proposant une écoute téléphonique, espace de parole permettant aux familles dans ce contexte anxiogène, de pouvoir exprimer leurs inquiétudes, questions face à des situations de tensions et de bénéficier de conseils et d'accompagnement dans une recherche de solutions.

Elle s'est aussi engagée auprès des acteurs de **l'aide aux aidants** du territoire pour lutter contre l'isolement des aidants familiaux confinés avec leurs malades et dans l'impossibilité de souffler. C'est dans ce contexte qu'à vu le jour la première gazette des aidants, bulle d'air et temps de répit à lire. Le 10^e numéro vient de paraître.

Le service **Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux** mis en place afin de répondre à la demande des familles, des professionnels ou des bénévoles qui ont besoin d'être accompagnés dans les démarches des mesures de protection, s'est aussi étayé. Il est gratuit et ouvert à tous.

Après une phase d'expérimentation, l'Udaf a participé à la généralisation des **Points Conseil Budget**. Officiellement labellisée, elle en anime 3 en Charente, sur le Grand Angoulême, l'Ouest et le Nord Charente. Ce développement sur l'ensemble du territoire national fait du réseau Unaf-Udaf, le premier réseau de France.

Ces lieux ouverts à tous, proposent des conseils confidentiels, gratuits et personnalisés au sein desquels des conseillers aident les familles, à faire face à une situation financière difficile, à améliorer la gestion de leur budget, voire à anticiper un changement de situation, familiale ou professionnelle, ayant un impact sur leurs ressources ou leurs dépenses.

Elle a parallèlement poursuivi son projet en faveur des **familles monoparentales**, Parents Solos en développant des ateliers en présentiel ou à distance, une garderie solidaire pour un répit parental et interpellé les parlementaires pour une inscription de ces familles dans la liste des personnes prioritaires pour un accueil dans les structures de garde exceptionnelles.

Aujourd'hui, le mouvement familial constate que les familles, toutes générations confondues, peinent à se projeter face à un avenir qui est devenu à leurs yeux une source d'inquiétude et sont en besoin de réassurance.

Il s'intéresse aussi aux modalités de prise en charge du **Grand Âge** qui ne permettent pas d'aborder ce dernier quart de la vie avec sérénité. Les enseignements de la crise prouvent l'urgence d'offrir aux personnes âgées une vraie politique nationale de soutien et d'appui qui conjugue des actions pour améliorer la prévention de la perte d'autonomie et qui favorise le quotidien des personnes âgées qui souhaitent rester vivre chez elles et ce dans la dignité.

Quels que soient notre âge, notre situation, notre environnement, nos parcours de vie, le manque de liens avec l'autre est devenu en cette période insupportable. Quand les personnes âgées parlent de leurs souffrances à n'avoir pas pu voir leurs proches, les jeunes générations ont exprimé leur frustration à ne pas vivre l'insouciance d'une vie tournée vers les autres. Les maux et les mots sont les mêmes : isolement social, privation de liens avec une précarité qui agit comme un facteur inexorable d'aggravation. Le lien social est un lien vital.

L'ensemble des acteurs associatifs avec une présence forte sur les territoires participe au maintien et à la construction de ce lien social, nous allons donc les accompagner et valoriser leur contribution à cette mission essentielle de lutte contre l'isolement, de repérage et d'accompagnement des plus fragiles.

La question de la **fracture numérique** avec ses inégalités territoriales, la question de l'accès aux droits des publics éloignés en matière d'outils informatiques, des compétences nécessaires pour pouvoir effectuer des démarches en ligne, nous préoccupe aussi et nous allons recruter dans le cadre du plan France Relance, un conseiller numérique. Il sera en charge du développement d'activités numériques en accompagnant nos publics vulnérables mais aussi nos associations adhérentes à la découverte des outils numériques.

Avec ces dernières, nous avons aussi engagé un travail de **valorisation et d'accompagnement du bénévolat**, que nous allons poursuivre en 2021. En septembre prochain, l'ensemble de nos représentants familiaux dans les CCAS bénéficieront ainsi d'une journée de formation.

2020, fut une année compliquée, avec des attentes, des protocoles, des avancées et des reculs. Je pense ici tout particulièrement aux équipes qui ont tout au long de cette période fait preuve de détermination et d'inventivité afin de maintenir une activité forcément affectée par la situation sanitaire et déployé une énergie considérable pour accompagner les familles, toutes les familles. Je les en remercie, de même que nos fidèles partenaires pour la confiance qu'ils nous ont témoignée.

Quel sera le monde d'après cette crise inédite ? Nous trouverons sans aucun doute un nouvel équilibre dans cette réalité car la vie finit toujours par reprendre ses droits.

Albert MARTIN

Président de l'Udaf de la Charente



VIE *institutionnelle*

GÉRER

l'association sur le plan statutaire

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 38 membres
20 élus
et 17 membres désignés
1 membre coopté
- Nombre d'heures de bénévolat :
150 heures



LES INSTANCES

Pour la tenue de l'ensemble des instances, le recours à la visioconférence pendant toute la crise sanitaire a été privilégié et perdure encore.

> Le Conseil d'Administration

Les administrateurs et le directeur se réunissent régulièrement en Conseil d'Administration et en Bureau. Principal organe décisionnel de l'association, il est en charge de la gestion de l'association, des services et veille à la mise en oeuvre du projet associatif. Il s'implique également sur la dimension institutionnelle de l'Udaf de la Charente en structurant et en relayant les positions politiques de celle-ci.

Le Conseil d'Administration constitue donc un espace d'échange et de débat entre les associations adhérentes afin de contribuer à l'élaboration de la politique familiale sur le Département.

> Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois en 2020

LES PRINCIPAUX SUJETS DE TRAVAIL :

> Les sujets de société

- Réforme de l'adoption
- Observatoire des familles

> La vie statutaire

- Accueil des nouveaux administrateurs
- Projet stratégique
- Représentations familiales
- Assemblée Générale de l'Udaf de la Charente
- Validation des candidatures au renouvellement partiel du CA
- Schéma départemental des services aux familles
- Adhésions

- Délégations de signatures
- Arrêté des comptes 2019 et budget prévisionnel 2021
- Représentation familiale à la CAF
- Planning des réunions
- Prime Covid 19
- Election du nouveau Bureau
- Présentation du fonctionnement des instances
- Formation des représentants dans les CCAS

> La vie associative

- Présentation des 2 nouvelles associations adhérentes
- Projet européen FLAVIE porté par Tera Maison de l'Europe

> L'actualité des services

- Fonctionnement des services dans le contexte de la crise sanitaire et du confinement
- Habitat inclusif
- Expérimentation Médiation familiale/Aidés
- Service Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux
- Projet de Service Espace Rencontre

- Projet expérimental Passage de bras
- Service Mineurs Non Accompagnés
- Points Conseil Budget
- Présentation de la brochure « la curatelle Pas à Pas »
- Restitution de l'enquête « Mobilité »
- Projet de service MJPM
- Projet de service et règlement de fonctionnement du SAJ

> L'Unaf

- Participation et retour sur l'Assemblée Générale

> Le Bureau

Le Bureau se réunit en moyenne tous les deux mois. Ses membres travaillent en amont sur les sujets qui seront abordés en Conseil d'Administration et sur différentes questions liées à la gestion de l'Udaf de la Charente. **Il met en œuvre les décisions votées par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.** Il agit par délégation de ce dernier, dont les membres assument le pouvoir et les responsabilités financières, civiles et pénales.

Bureau et Conseil d'Administration évoquent toutes les problématiques familiales du département, l'organisation des services et les projets de l'association.

LES SUJETS TRAITÉS ONT ÉTÉ :

> Les sujets de société

- Réforme de l'adoption
- Congés du proche aidant

> La vie statutaire

- Projet stratégique
- Représentations familiales
- Assemblée Générale de l'Udaf de la Charente
- Observatoire de la Santé (ORS) en Nouvelle-Aquitaine
- Adhésions
- Délégations de signatures
- Arrêté des comptes 2019 et budget prévisionnel 2021
- Délégations Uniques de Direction

> La vie associative

- Fonctionnement des associations dans le contexte de crise sanitaire
- Projet européen FLAVIE porté par Tera Maison de l'Europe

> L'actualité des services

- Fonctionnement des services dans le contexte de la crise sanitaire et du confinement
- Habitat inclusif
- Expérimentation Médiation familiale/Aidés
- Projet de développement des Familles gouvernantes sur de nouveaux territoires
- Service Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux
- Projet de Service Espace Rencontre
- Projet expérimental Passage de bras
- Points Conseil Budget
- Procédure Lanceur d'alerte
- Présentation de la brochure « la curatelle Pas à Pas »
- Restitution de l'enquête « Mobilité »
- Distribution de l'argent de poches des majeurs protégés

LE BUREAU
9 membres élus
5 réunions
50 heures de bénévolat

> La commission de contrôle

Elle est composée de 5 membres désignés par le Conseil d'Administration de l'Udaf.

La commission de contrôle a pour mission de vérifier la conformité des règles statutaires des associations adhérentes, ainsi que les listes électorales des associations familiales, et d'en faire un rapport annuel à l'Unaf. Elle s'assure aussi de la bonne représentativité des associations du Département et de leurs droits.

C'est l'instance compétente pour vérifier la recevabilité des candidatures avant chaque élection du Conseil d'Administration et qui assume la responsabilité des votes à l'assemblée. Enfin, elle examine les dossiers de demande d'agrément des associations et fédérations à l'Udaf.

> Les commissions

Plusieurs thèmes et enjeux liés à l'activité de l'association, des services ou de l'institution familiale sont étudiés au sein de commissions spécialisées. L'objet est de réfléchir sur des sujets d'actualité et d'élaborer des positions communes à l'ensemble des adhérents de l'Udaf, avec pour objectif général, de **donner un avis aux pouvoirs publics sur toutes les questions d'ordre familial**.

9 COMMISSIONS SE SONT TENUES AU COURS DE L'ANNÉE

- 2 commissions de **contrôle**
- 1 commission des services du **Pôle famille**
- 2 commissions **Finances**
- 2 comités de Pilotage de l'**amélioration continue et de gestion des réclamations**
- 1 commission des **représentants familiaux à la CAF et la MSA**
- 1 commission **projet stratégique**



PORTER LA PAROLE DES FAMILLES

dans les instances locales et départementales

> Représenter les familles et rester en lien avec l'Udaf

Le législateur a souhaité des interlocuteurs neutres et indépendants au sein des instances pour **apporter une vision objective** du fait familial et des réalités quotidiennes des familles.

« Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer des délégués. » (2° du L.211-3 du CASF).

Santé, logement, éducation, lutte contre l'exclusion, protection sociale, transport, prévention du surendettement, handicap... L'Udaf au sein de nombreuses structures représente et défend toutes les familles, dans des domaines variés. En tout, ce sont 160 représentants familiaux qui agissent pour elles au quotidien.

CINQ CHOSES À SAVOIR SUR LA FONCTION DE REPRÉSENTANT FAMILIAL

1. L'Udaf désigne ou propose des **représentants familiaux** au sein de différents organismes, auprès des pouvoirs publics et au sein des centres communaux d'action sociale (CCAS).
2. Ces représentants familiaux sont **adhérents d'une ou plusieurs des associations familiales**.
3. Ils sont **bénévoles**.
4. Ils sont chargés de **représenter les intérêts généraux de l'ensemble des familles** dans toutes leurs diversités et non du mouvement associatif dont ils sont issus.
5. Ils sont **formés tout au long de l'année** sur des sujets liés à leur représentation.
6. Ils **rendent compte annuellement de leur action** permettant ainsi à l'Udaf de faire connaître des besoins et réalités quotidiennes des familles.

Les mandats de représentants renouvelés en 2020

- Commission départementale de surendettement
- Commission jury des diplômes dans le secteur funéraire
- Réseau Gériatologique du Pays de l'Angoumois
- Commission Des Usagers dans 8 établissements de santé
- Commission départementale de conciliation
- 8 représentants en Caisse d'Allocations Familiales
- Commission de sélection d'appels à projets sociaux ou médico sociaux
- Commission Départementale de l'Education Nationale
- Commission Départementale de lutte contre les violences faites aux femmes
- Commission Départementale de la Sécurité Routière

UN NOUVEAU MANDAT

Conférence intercommunale
du logement du Grand Cognac



SERVICE *mesures judiciaires*
protection des majeurs



VIE *sociale et habitats*

> Le bilan financier

BIENS	2016	2017	2018	2019	2020
<u>Biens stables</u>					
Immobilisations incorporelles nettes	3 360	2 698	2 521	16 234	10 881
Immobilisations corporelles brutes :					
• Terrains	239 200	239 200	263 700	267 127	267 127
• Constructions	2 313 905	2 313 905	2 458 176	2 486 232	2 486 232
• Installations, matériels et outillages	38 979	41 697	46 342	50 444	51 070
• Autres immobilisations corporelles	747 146	795 607	536 348	528 476	546 923
Immobilisations en cours					
Immobilisations financières	30 531	31 098	31 987	12 175	13 291
TOTAL II	3 373 121	3 424 205	3 339 074	3 360 688	3 375 524
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (II-I)					
<u>Actifs stables d'exploitation</u>					
Résultat déficitaire					
TOTAL IV					
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (IV-III)					
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF					
<u>Valeurs d'exploitation</u>					
Organismes payeurs, usagers	375 449	377 532	350 852	396 376	492 450
Créances diverses d'exploitation	84 404	82 985	100 789	112 876	93 027
Charges constatées d'avance	20 694	22 894	21 143	24 625	20 666
TOTAL VI	480 547	483 411	472 784	533 877	606 143

BIENS	2016	2017	2018	2019	2020
BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT (VI-V)					
<u>Liquidités</u>					
Valeurs mobilières de placement	231 163	234 493	237 520	239 406	240 593
Disponibilités	2 330 940	2 297 855	2 179 902	2 186 159	2 443 752
TOTAL VIII	2 562 103	2 532 348	2 417 422	2 425 565	2 684 345
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	2 233 791	2 186 719	2 037 559	2 207 450	2 522 437
"TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)"	6 415 771	6 439 964	6 229 280	6 320 130	6 666 012





PROCÈS-VERBAL

LA REPRÉSENTATION FAMILIALE

> Dans le département

COHÉSION SOCIALE ET VIE QUOTIDIENNE

Commission Départementale du Surendettement	1 titulaire
Comité de pilotage du centre d'hébergement et de réinsertion de Cognac	1 titulaire
Commission intercommunale d'accessibilité pour personnes à mobilité réduite (Grand Angoulême)	1 titulaire
Commission intercommunale d'accessibilité pour personnes à mobilité réduite (Grand Cognac)	1 titulaire
Commission départementale des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) à laMDPH (Maison Dép. des Personnes Handicapées)	1 suppléante
Comité d'Entente Départemental (CED)	1 titulaire 1 suppléant
Commission de sélection d'appels à projets sociaux ou médico-sociaux (ARS/CD 16)	1 titulaire avec voix consultative
Commission départementale de recours amiable pour l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie (APA)	1 titulaire
Collectif inter-Associatif de Soutien aux Aidants (CASA)	1 titulaire
Commission d'appel à projet des établissements et services sociaux et médico-sociaux (DDETSP)	1 titulaire 1 suppléant

Conseil de développement du Grand Angoulême	1 titulaire
Commission Départementale de la Médaille de la Famille	1 titulaire 1 suppléante
Comité local des usagers (QUALIPREF)	1 titulaire
Conseil citoyen de Ma Campagne (Angoulême)	1 titulaire
Comité de pilotage du schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales	1 titulaire
Commission départementale d'agrément des personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel	1 suppléante
Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (<i>repres. pers âgées, familles et proches aidants & repres. Pers handi familles et proches aidants</i>)	2 titulaires 2 suppléants dans deux collèges (collège des personnes âgées et collège des personnes handicapées)
Commission de Retrait et de Restriction d'Agrément concernant l'Accueil Familial pour Personnes Agées et Adultes Handicapés	1 titulaire

DROIT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DE L'ENFANCE

Commission d'Agrément des candidats à l'Adoption du Département de la Charente	1 titulaire 1 suppléante
Conseil de Famille des Pupilles de l'État du département de la Charente	1 titulaire 1 suppléante
Observatoire départemental de la protection de L'enfance	1 titulaire
Commission Départementale d'Action contre les Violences faites aux Femmes	1 titulaire 1 suppléante
Comité départemental de Prévention des Addictions et Dépendances (COPRAD)	1 titulaire
Comité départemental d'Accès aux Droits de la Charente (CDAD 16)	1 titulaire
Réseau d'Écoute, d'Appui et D'Accompagnement des Parents (REAAP), Angoulême centre-ville	1 titulaire
Point Information Famille de la Ville de Cognac	1 titulaire



ECONOMIE, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Commission Départementale d'Aménagement Commercial	1 titulaire
Comité local des usagers de la direction dép. des finances publiques de la Charente	1 titulaire
Jury d'examen du secteur funéraire	1 titulaire 1 suppléant

EDUCATION - JEUNESSE

Commission de surveillance du Centre Départemental de l'Enfance (Leclerc Chauvin)	1 titulaire
Conseil Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN)	1 suppléant
Information Jeunesse Angoulême (CIJ)	1 titulaire
Lire et Faire Lire (co-animation)	1 titulaire

HABITAT / CADRE DE VIE / ENVIRONNEMENT

CALITOM	1 titulaire
Commission Départementale D'Orientation Agricole (CDOA)	1 titulaire
Droit Au Logement Opposable (DALO)	1 titulaire
Commission de Coordination des Actions de prévention des Expulsions (CCAPEX)	1 titulaire
GIP Charente Solidarité (CA, commission FSL et dettes multiples, cellule de recours, programme d'intérêt général (PIG) « Insalubrité » et « Habiter mieux »)	4 titulaires
OPH de l'Angoumois (CA, commission d'attribution, commission sociale et impayés)	1 titulaire
Logélia Charente (CA)	1 titulaire
Commission départementale de conciliation	1 titulaire 1 suppléante
Association Départementale pour l'Information Logement (ADIL16) (CA)	1 titulaire
Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)	1 titulaire 1 suppléant
Charte HANDIBAT	1 titulaire
SOLi HA (ex Pact Charente)	1 titulaire
Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Grand Angoulême	1 titulaire 1 suppléant

Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Grand Cognac	1 titulaire 1 suppléante
Pôle Départemental d'Actions de Sécurité Routière (PDASR)	1 titulaire 1 suppléante
Commission Communale des taxis d'Angoulême	1 titulaire 1 suppléant
Commission locale des Transport Particuliers de Personnes	1 titulaire 1 suppléant

POLITIQUE FAMILIALE ET SOCIALE

Caisse d'Allocations Familiales de la Charente (CAF) (Bureau du CA, CA, commissions territoriales, Com d'action sociale, commission d'aides financières individuelles, union immobilière)	4 titulaires 4 suppléants
MSA des Charentes (CA)	1 titulaire
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente (CPAM) (CA, commission d'action sanitaire et sociale, union immobilière)	1 titulaire 1 suppléante
CCAS de la Charente	90 représentants
CIAS de la Charente	2 représentants
Plateforme Territoriale d'Appui de la Charente	1 titulaire

